

## *Un OUI raisonné et responsable le 25 septembre*

Le Pacte créateur de la Suisse date de 1291 : acte d'engagement mutuel d'un peuple de montagnards soucieux d'indépendance, conscients que seule l'union fait la force. Le Pays de Vaud rejoint cette Suisse mythique en 1803. Plus de cinq cents ans ont été nécessaires, en interaction incessante avec les peuples d'Europe, pour façonner la Suisse moderne et permettre à ses habitants de vivre en paix.

Depuis cinquante ans, nos voisins construisent l'Union européenne ; ils vivent en paix, se développent ensemble, accueillent de nouveaux membres. Il faudra encore nombreux soubresauts pour parfaire cette construction, mais l'Europe avance, avec ou sans nous. Cependant, nous appartenons à ce continent que nous le voulions ou non !

La Suisse de 2005, c'est sept millions d'habitants. En juillet, Joseph Deiss, était en voyage en Chine et visitait une petite ville de province, dont la population est aussi importante que celle de la Suisse entière ! Les jeunes y sont deux fois plus nombreux que chez nous et tous sont en formation, prêts à se lancer dans la vie avec entrain.

Pour faire face aux enjeux nouveaux de ce monde globalisé, mondialisé, nous devons avoir la même sagesse, la même volonté que nos ancêtres. Ils ont su, à un moment propice de l'Histoire, prendre des décisions pour leur futur, bousculer leurs traditions, façonner des alliances pour être plus forts. Aujourd'hui, nous ne devons pas prendre peur, ni douter de nos capacités en refusant de voir que le monde change. La Suisse doit valoriser ses atouts, en poursuivant son rapprochement avec l'Union européenne, son partenaire naturel.

Les démocraties européennes, Suisse comprise, ont salué et soutenu la lutte des pays de l'ex-bloc soviétique pour sortir du joug communiste ; l'Union européenne est allée jusqu'au bout en intégrant en son sein ces peuples dont l'histoire et la culture est liée à celle de l'Europe.

L'étape que le peuple suisse est appelé à franchir le 25 septembre prochain en acceptant l'extension de la libre circulation des personnes aux dix nouveaux pays est indispensable pour notre avenir. Nul doute que les chefs d'entreprises exportatrices soient soucieux de voir les marchés de ces nouveaux pays s'ouvrir. Et les employés, les travailleurs dans tout cela ? Quelles craintes doivent-ils avoir pour leur place de travail et le niveau de leur salaire ? Les accords bilatéraux I ont introduit des mesures d'accompagnement ; elles seront renforcées avec l'extension des accords aux dix nouveaux membres. Extension des conventions collectives, obligation d'un contrat écrit de travail, contrôles accrus par des commissions tripartites sont les outils dont disposeront les syndicats, pour protéger tant que possible les travailleurs. Disposer des outils ne signifie pas la disparition des luttes salariales, mais évite de lutter à main nue !

En cas de refus, non seulement ces mesures de protection tomberaient, mais les répercussions sur l'économie suisse seraient ravageuses : risque accru de délocalisation, pertes importantes de places de travail, chômage. Dans ce monde en mutation, toute décision comporte des risques, mais le futur ne se bâtit pas par un repli sur soi. Refuser ces accords ne nous mettrait pas à l'abri de la globalisation et de ses effets pervers. Face à la Chine, à l'Inde, aux Etats-Unis, aux décisions de l'OMC, la Suisse doit reconnaître son destin européen, construit sur des échanges économiques privilégiés, mais aussi intimement tissé au cours des siècles par l'histoire et la culture que nous partageons avec nos voisins.

Ce n'est pas un « OUI » à la légère qu'il s'agit de glisser dans l'urne le 25 septembre, mais un OUI raisonné et responsable.

*Josiane Aubert, présidente du Parti socialiste vaudois, députée.*

